

*L'hebdomadaire The Nation a
publié un article intitulé " Cuba
ne parraine pas le terrorisme,
Washington le sait ".*

Image not found or type unknown

L'hebdomadaire américain The Nation

Washington, 1 mars (RHC) Un article publié dans l'hebdomadaire américain The Nation avertit que tout le monde à Washington sait aujourd'hui que Cuba n'est pas un État qui parraine le terrorisme.

Arguant de la nécessité de retirer le pays des Caraïbes de la liste unilatérale de la Maison Blanche, l'article affirme qu'une telle inscription ne fait qu'"ajouter une autre tranche de sanctions draconiennes" au blocus économique, commercial et financier imposé à l'île depuis des décennies.

"Il suffit de dire que Cuba n'a pas pu accéder aux seringues pour les vaccins anti-Covid-19 et a eu des difficultés à importer des médicaments essentiels, des aliments et des matières premières pendant la pandémie" en raison du renforcement de ce siège unilatéral, soulignait The Nation.

Le mois dernier, rappelle l'article, La Havane a accueilli les premiers entretiens de haut niveau entre Cuba et les États-Unis depuis 2018, en l'occurrence sur les questions migratoires.

De l'avis du chroniqueur, cela a "alimenté les spéculations" selon lesquelles l'administration de Joe Biden pourrait "envisager de retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme (ETS) du Département d'État, une première étape facile qui ne nécessiterait pas l'approbation du Congrès".

"À Washington, tout le monde sait que Cuba n'est pas un État soutenant le terrorisme. C'est ce qu'avait compris le président (Barack) Obama quand, en avril 2015, il a retiré l'île de la liste des SST", à laquelle elle reviendrait en janvier 2021 sur décision du président républicain de l'époque, Donald Trump.

Selon l'auteur de l'article, Obama estimait qu'il était dans l'intérêt national des États-Unis de s'éloigner de leur politique de longue date à l'égard de Cuba.

Il est également significatif, ajoute-t-il, que Cuba soit de nouveau sur la liste pour la plus malhonnête des raisons : Trump s'est plié aux exigences du lobby extrémiste anti-Cuba.

Si les motifs de Trump étaient malhonnêtes, le processus par lequel Cuba a été remis sur la liste était encore plus trompeur.

"Trump a trouvé la faille non pas dans le soutien de Cuba à la guerre ou à la terreur, mais dans le soutien de Cuba à la paix : plus précisément, à la paix en Colombie", a-t-il souligné.

Il a insisté sur le fait que le retrait de la nation antillaise de la liste des pays terroristes devrait être suivi d'autres mesures, notamment l'abrogation de toutes les actions exécutives de Trump.

Biden pourrait également renoncer au titre III de la loi Helms-Burton, qui permet aux citoyens américains de poursuivre toute personne ou entité faisant des affaires avec des biens saisis par la Révolution cubaine, a-t-il ajouté.

Cette disposition avait été suspendue depuis l'administration de William Clinton (1993-2001), jusqu'à ce que Trump la réactive en 2019.

Quant à la Floride, perdue pour les démocrates dans un avenir prévisible, elle ne devrait pas être le moteur des relations américano-latino-américaines, a-t-il conclu. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/315264-lhebdomadaire-the-nation-a-publie-un-article-intitule-cuba-ne-parraine-pas-le-terrorisme-washington-le-sait>



Radio Habana Cuba